

PEDAGOGIE**RAPPORT DU SURINTENDANT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE**

POUR L'ANNÉE 1913-14

DÉPARTEMENT DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.—(Suite) (1)

L'AGRICULTURE A L'ÉCOLE

Le département de l'Instruction publique s'est efforcé, depuis plusieurs années, de favoriser l'enseignement agricole dans les écoles rurales. C'est ainsi que les étudiants des écoles normales ont eu l'avantage d'entendre chaque année des spécialistes en agriculture leur donner des conférences sur cette branche spéciale de l'enseignement primaire. De même, dans les congrès d'instituteurs et de commissaires d'écoles, je me suis fait un devoir de démontrer combien il importe de donner aux élèves des notions élémentaires d'horticulture et de développer dans leur jeune intelligence l'amour de l'agriculture.

La loi adoptée, en 1913, par le parlement fédéral pour favoriser le développement de l'enseignement agricole dans les provinces de la Confédération devra accélérer ce mouvement. On sait que le gouvernement d'Ottawa a fait voter à cette fin une somme de \$10,000,000 à répartir entre les provinces, dans l'espace de dix ans, en proportion de leur population, l'emploi de cette subvention étant déterminé par un accord entre le Ministère fédéral et les Gouvernements provinciaux. C'est ainsi que la province de Québec doit recevoir pour sa part, en 1914, la somme de \$159,733.32. Cette subvention, ajoutée au montant que la Législature de Québec vote annuellement dans le même but, fait prévoir d'heureux résultats.

Pour mettre à profit cette action commune des deux gouvernements, le Conseil s'est occupé spécialement de la diffusion de l'enseignement agricole dans les écoles paroissiales. En septembre 1913, le Comité catholique nomma un comité spécial pour étudier les moyens les plus pratiques à prendre et les modifications qu'il serait utile de faire aux programmes des écoles normales et des écoles primaires en vue du but à atteindre. Ce comité spécial, composé de l'honorable M. Delâge, président de l'Assemblée Législative, de Monseigneur Baril, de Monseigneur Ross, de M. Charles Chapais, agronome d'expérience, et du Surintendant, exprima dans son rapport le vœu de voir les auteurs qui s'occupent de la rédaction des livres

(1) Voir l'*Enseignement Primaire* de février 1915.